

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la politique gouvernementale en faveur de l'agriculture, à Clermont-Ferrand le 5 octobre 2006.

Monsieur le Président,

Permettez-moi, d'abord, de vous remercier pour votre accueil, mais surtout de souligner l'extraordinaire intuition qui fut la vôtre, il y a quatorze ans, et l'extraordinaire succès que vous avez véhiculé avec ce Salon qui, modeste à l'origine, est devenu la deuxième manifestation de France dans ce domaine, et l'une des manifestations importantes de l'Europe et du monde. Je voudrais simplement rendre un hommage légitime à celui qui fut à l'origine de cette idée et qui sut si bien la développer.

Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs,

Je suis, en effet, heureux de me retrouver aujourd'hui parmi vous, en Auvergne, tout près de la Corrèze. Je sais la compétence, je sais la passion qui vous anime, et tout ce que représente l'agriculture pour la France et pour les Français. L'agriculture est une composante essentielle de notre identité. Elle porte des valeurs auxquelles nous sommes profondément et historiquement attachés. L'agriculture ne sera jamais une activité comme une autre.

Au coeur de notre activité agricole, il y a bien sûr l'élevage, qui nous réunit aujourd'hui. La politique de montagne, -vous l'avez souligné, Monsieur le Président-, et que nous avons mise en place avec les organisations syndicales agricoles, a donné une forte impulsion à la filière. Cette politique, nous allons la poursuivre. Et je serai heureux, tout à l'heure, bien sûr, de visiter ce magnifique Salon, qui témoigne à la fois de vos performances et aussi de votre vitalité.

Mais cette rencontre est aussi pour moi, surtout pour moi, l'occasion de vous délivrer un message de mobilisation, de respect et d'optimisme face à l'avenir de l'agriculture. Car, comme vous, je suis souvent choqué par l'image caricaturale qui est trop souvent donnée de l'agriculture. Choqué par cette remise en cause de sa place dans une société moderne, alors qu'elle est l'une des réponses essentielles aux défis majeurs du XXI^e siècle.

Regardons les choses en face : les capacités de notre planète sont déjà très largement exploitées, et pourtant plus de 800 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim. D'ici à 2050, il y aura trois milliards d'êtres humains de plus. Il faudra bien les nourrir. Le changement climatique s'accélère, la question de l'eau devient chaque jour plus lancinante. Face à la raréfaction des énergies fossiles, l'après-pétrole a commencé. Ce sera l'un des grands problèmes du XXI^e siècle.

Devant tous ces défis, qui mettent en jeu l'avenir de l'humanité, qui peut raisonnablement soutenir que l'agriculture est une activité du passé ?

Je suis venu vous dire aujourd'hui ma conviction : l'agriculture est au coeur des défis du siècle : le défi alimentaire, le défi écologique, le défi de la puissance économique et donc politique dans le monde.

Et cette conviction se double d'une certitude : ces défis, la France est l'un des pays les mieux placés dans le monde pour les relever. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas moins d'agriculture, c'est une nouvelle ambition agricole pour la France et pour l'Europe.

une nouvelle ambition agricole pour la France et pour l'Europe.

Au coeur de cette ambition, il y a une exigence : valoriser et renforcer encore nos atouts. La France est le 2^e exportateur mondial de produits agricoles, et le 1^{er} exportateur mondial pour les produits agricoles transformés. Nous devons conserver cette carte majeure de notre développement économique et social, et même l'améliorer.

Il nous faut donc conforter nos exploitations et nos filières et encourager ceux qui choisissent le métier d'agriculteur. Il nous faut créer les conditions d'une agriculture française encore plus fortement exportatrice. C'est une carte majeure de notre développement économique et de notre puissance politique dans le monde.

C'est tout l'objet de la loi d'orientation agricole. Vos exploitations se voient reconnaître un véritable statut d'entreprise. Vous avez désormais les outils pour renforcer vos filières et leur permettre de s'adapter plus vite aux évolutions des marchés. Votre activité doit être guidée par le souci permanent d'améliorer la qualité, la traçabilité et l'identité des produits. Par le souci d'être toujours plus réactif aux attentes des consommateurs. C'est dans ce cadre qu'il faut résolument développer l'agriculture raisonnée et l'agriculture biologique.

Pour assurer plus de stabilité à vos activités, il faut donc développer la couverture des risques agricoles. C'est absolument essentiel. Nous l'avons mesuré, cette année encore, avec les conséquences de la sécheresse. Je pense en particulier à tous les éleveurs. Après l'extension de l'assurance récolte intervenue en 2005 et 2006 grâce à l'aide de l'État, le Gouvernement encouragera la couverture du risque sanitaire. Il vous appartient aussi de créer des fonds de péréquation. Et je demande à la Commission européenne de fixer sans délai des règles de gestion des crises et des risques agricoles.

Sachez aussi que vous pouvez compter sur la solidarité nationale.

Pour conforter votre revenu, la baisse des charges sera poursuivie.

Aussi, la solidarité doit s'exercer vis-à-vis de vos Anciens. J'ai décidé de poursuivre la revalorisation des retraites des agriculteurs les plus modestes, et ceci, à compter du début de l'an prochain. 300 000 retraités agricoles en bénéficieront. C'est un effort supplémentaire de près de 160 millions d'euros pour 2007. Et c'est légitime.

L'agriculture puissante dont la France a besoin passe par un renouvellement des générations.

S'installer, c'est bien plus qu'un projet professionnel : c'est un choix de vie.

Oui, vous pouvez être fiers d'être des agriculteurs, c'est-à-dire à la fois des paysans, qui donnent toute sa noblesse à la terre de France, en métropole et outre-mer, et des entrepreneurs, fers de lance de la compétitivité de notre pays.

La loi d'orientation met en place les conditions d'une agriculture plus accueillante aux jeunes.

Pour la première fois, depuis des années, en 2005 et 2006, le nombre des installations augmente, et le taux de renouvellement s'améliore. C'est un extraordinaire encouragement.

L'État s'attache ainsi à répondre à l'évolution des besoins et des attentes des agriculteurs.

Les exigences du métier rendent, c'est vrai, la vie familiale souvent difficile, en particulier pour les éleveurs. Avec l'"aide au remplacement" pour faciliter vos congés, nous essayons de répondre à une aspiration tout à fait légitime.

Avec le plan de modernisation des bâtiments d'élevage, nous favorisons de meilleures conditions de travail et le développement nécessaire des exploitations.

Il faut également tenir compte des spécificités de l'agriculture de montagne. L'indemnité compensatrice de handicap naturel a crû de 30% depuis 2002. J'ai demandé qu'un effort supplémentaire soit fait en 2007 pour les zones de montagne.

Vous êtes également partie prenante d'une évolution profonde de notre société et de nos territoires. Aujourd'hui, avec le développement d'une nouvelle ruralité, avec le souhait d'une meilleure qualité de vie, avec la croissance d'un secteur tertiaire loin des villes, le temps de l'exode rural est révolu. Sous une forme inédite, un mouvement inverse s'est engagé. La physionomie de notre pays va connaître une évolution en profondeur.

La loi sur le développement des territoires ruraux anticipe ces évolutions. Nous tirons parti des nouvelles technologies pour assurer, partout, un accès aux services publics. La téléphonie mobile et l'accès internet haut débit couvriront la quasi-totalité des communes françaises d'ici la fin

2007.

Nous voulons construire une agriculture économiquement puissante et écologiquement responsable. Mais notre ambition va au-delà même de ces objectifs. Avec le défi du développement durable et des hautes technologies, de nouvelles frontières se dessinent pour l'agriculture. Des perspectives considérables s'offrent à vous.

Pour cela, nous plaçons la recherche et l'innovation au coeur de notre stratégie agricole. En matière de qualité sanitaire et nutritionnelle, de traçabilité, notre agriculture bénéficie d'une recherche appliquée de pointe. 12 pôles de compétitivité, dont 2 auxquels l'Auvergne est partie prenante, sont consacrés à l'agriculture et à l'agroalimentaire.

Il faut encourager la recherche variétale, notamment sur de nouvelles plantes : des plantes à rendements élevés, plus économes en eau et en intrants, mieux adaptées à la qualité des sols ou aux évolutions climatiques. C'est le rôle de l'INRA. L'INRA le fera dans le respect des principes de transparence et de précaution et en renforçant la recherche sur les conséquences environnementales et sanitaires de ces cultures.

Il faut aussi donner la priorité aux usages non alimentaires des produits agricoles, qui sont, par nature, renouvelables. Leurs potentialités sont immenses. Nous devons consolider notre filière bois. J'ai voulu qu'un taux d'incorporation minimum de bois soit imposé dans la construction : c'est fait, et c'est un progrès. Mais il faut aussi généraliser l'utilisation des bois certifiés, qui permettent le renouvellement de la forêt et aussi d'ailleurs la protection nécessaire des bois tropicaux. L'État a déjà montré l'exemple, et il sera le premier signataire d'une nouvelle Charte d'engagement nationale à n'utiliser que ce type de bois. Il faut aussi mieux valoriser le potentiel de nos forêts. Je demande au secteur forestier, notamment à l'Office national des forêts, de mener dès l'an prochain, dix expérimentations de sites forestiers gérés selon les règles des "puits de carbone" du protocole de Kyoto.

Notre fiscalité doit contribuer à accélérer ces évolutions : les taux de TVA pour les chaufferies collectives de bois et les réseaux de chaleur ont déjà été réduits. Je souhaite que la contribution à Eco-Emballages sur les matériaux renouvelables puisse être sensiblement réduite dès 2007.

La France doit par ailleurs prendre résolument le tournant de la chimie végétale, qui constitue une alternative très prometteuse à la pétrochimie. Il existe d'ores et déjà des lessives d'origine végétale, des lubrifiants, des matériaux cellulosiques. Je cite un plastique à base de farine, mis au point en Auvergne par Limagrain, et biodégradable en à peine trente jours. Ses utilisations sont nombreuses, notamment le remplacement des sacs de plastique dans le commerce et la grande distribution. Tous ces produits ont vocation à remplacer ceux qui sont issus du pétrole. En 2015, les produits de la "chimie verte" devront représenter l'équivalent de 15 % des produits pétroliers, contre 7 % aujourd'hui. L'État appuie fortement cet effort, à travers ses institutions de recherche et l'Agence de l'innovation industrielle, qui finance déjà un certain nombre de ces projets.

Enfin, il y a l'après-pétrole et le développement des biocarburants. Ces filières doivent se développer dans le respect de l'environnement. Elles doivent se développer en France et avec des productions françaises. J'ai fixé l'objectif d'incorporation de 10 % de carburants végétaux dans les carburants en 2015. Pour l'atteindre, il faut améliorer les rendements de la production des carburants verts de première génération, et engager, dès maintenant, le développement d'une deuxième génération de procédés. Je demande le lancement immédiat de deux projets pilotes pour tirer parti de la totalité des plantes. C'est techniquement très prometteur. Et cela permettra d'utiliser pleinement la production française.

Cette ambition, cette vision de l'agriculture de demain, la France va la porter au coeur de la construction européenne. L'Europe n'a pas le droit de se tromper de chemin. L'Europe doit avancer avec deux priorités : les hautes technologies et l'agriculture. S'agissant de l'agriculture, vous le savez, je suis particulièrement vigilant sur deux questions fondamentales. D'abord, le respect des engagements pris, et d'ailleurs souvent conquis de haute lutte par la France : il ne saurait y avoir de remise en cause des échéances prévues sur la réforme de la PAC et son financement, jusqu'en 2013 inclus.

Ensuite, la poursuite de notre mobilisation pour le développement : grâce à ses régimes de préférences commerciales, l'Europe, ne l'oublions jamais, achète, à elle seule, les deux tiers des produits agricoles exportés par les pays les plus pauvres. Les négociations de l'OMC doivent tenir compte de ces réalités. Vous pouvez compter sur ma détermination pour faire respecter cet objectif central du cycle de Doha.

Enfin, nous devons nous préparer dès maintenant à la perspective de l'après-2013 : celle de la définition de la nouvelle politique agricole commune. Je le dis fermement : l'Europe s'est largement construite à partir de l'agriculture. Celle-ci doit rester au coeur de l'ambition européenne. C'est sa vocation, mais beaucoup plus que cela, c'est son intérêt face aux évolutions du monde. La nouvelle politique agricole commune devra maintenir la préférence communautaire et les aides publiques pour les fonctions sociales et environnementales de l'agriculture, qui ne peuvent pas être seulement rémunérées par les prix. Mais surtout, la PAC devra s'élargir à la nouvelle dimension des usages non alimentaires des produits agricoles, en privilégiant évidemment les productions européennes.

Nos milieux professionnels, nos chercheurs, nos responsables politiques doivent se mobiliser à cette fin. Nous devons nous mettre au travail sans tarder : je demande que les meilleurs spécialistes agricoles de l'Europe réfléchissent, dès à présent, à ce que doit être l'agriculture des années 2015-2020. Leurs recommandations serviront de base à une Conférence européenne sur l'avenir de l'agriculture.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Est-ce un hasard, si les États-Unis défendent avec tant d'énergie, tant de passion, tant d'efficacité leur agriculture ? Cela devrait nous faire réfléchir. Ce n'est évidemment pas un hasard. Il s'agit pour eux de mener une stratégie de puissance économique et politique. Il s'agit pour eux d'affirmer la suprématie de leur "pouvoir vert".

La France se doit d'être à la hauteur de ces enjeux. Mais la France porte aussi une vision singulière. Elle n'est pas seulement économique, cette vision. Elle est marquée par l'ambition d'oeuvrer pour relever le défi de la faim dans le monde, le défi de l'environnement, le défi du développement durable.

Vous êtes les acteurs de l'agriculture de demain. Vous savez la force du lien qui m'unit à vous. Alors, permettez-moi de vous témoigner toute mon estime et toute ma confiance.

Je vous remercie.